

grande diversité. Nous suivons ces prix de très près pour voir ce qu'il en coûte aux agriculteurs américains et à leurs homologues canadiens. Je ne sais pas dans combien de temps nous réussirons à corriger cette situation, et je pense que personne d'autre ne le sait non plus. Néanmoins, quant à nous, nous constatons que les éleveurs de bétail et de volailles payent beaucoup plus cher pour cette protéine au Canada que ne le font les éleveurs américains qui concurrencent directement leurs homologues canadiens.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Je crois devoir rappeler aux députés que le temps s'écoule rapidement. Nombre de députés attendent pour poser des questions, et compte tenu de la situation à la Chambre cet après-midi, j'espérais pouvoir permettre à tous les députés à ma gauche qui souhaitent poser des questions de le faire. Il semble que les députés des quatrième et cinquième rangées n'en auront peut-être pas l'occasion si nous ne limitons pas le nombre des questions supplémentaires.

**M. McKinley:** Monsieur l'Orateur, le ministre a dit ce qu'il aimerait voir se produire sous ce rapport. J'aimerais qu'il dise à la Chambre ce qu'il fait nommément pour corriger cette situation.

**M. Whelan:** J'aimerais recevoir les suggestions de l'opposition, si elle en a, au lieu d'entendre ses membres nous répéter qu'il nous faut faire quelque chose, car nous avons certes des programmes que nous pouvons mettre en œuvre, mais il nous faut des crédits pour ce faire.

#### LES PROTÉINES VÉGÉTALES—LE RAPPORT ENTRE LA POLITIQUE CANADIENNE ET LA POLITIQUE AMÉRICAINE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question qui se rattache à celle du député d'Assiniboia. Étant donné qu'un fonctionnaire du ministère de l'Industrie et du Commerce a déclaré il y a quelque temps que le gouvernement canadien et le ministère de l'Agriculture attendaient que les États-Unis mettent une politique au point avant de prévoir au Canada une politique agricole précise, le ministre de l'Agriculture pourrait-il nous dire si le gouvernement et son ministère attendent toujours la mise au point de cette politique aux États-Unis avant que le Canada ne prenne position à la Chambre?

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Ma foi, comme les États-Unis représentent notre grand fournisseur de protéines, toute décision que prend ce pays a des répercussions sur notre situation ici. A mon voyage aux États-Unis en février nous avons, entre autres, demandé si les autorités se proposaient de bloquer le prix des protéines ou de le restreindre. A l'époque, elles n'avaient aucunement l'intention de le faire car les États-Unis disposaient d'un vaste approvisionnement qu'ils croyaient suffisant pour tous les clients du monde entier, y compris le Canada. La situation a par la suite changé et elle a encore changé tout récemment. Il est trop tôt, je pense, pour dire quand se stabiliseront les prix et ce que deviendra le programme.

#### Questions orales

#### LES SITES HISTORIQUES

##### LE CLASSEMENT DE L'ANCIEN MOULIN DU VILLAGE DE DELTA—L'ABSENCE DE CERTAINS DIGNITAIRES À LA CÉRÉMONIE

**M. Tom Cossitt (Leeds):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien à propos de la cérémonie consacrant site historique national le vieux moulin de pierre du village de Delta dans ma circonscription, samedi dernier le 21 juillet. Le ministre peut-il dire si des instructions ont été données à son ministère, et qui les a données, pour que le député fédéral de Leeds, le député provincial ainsi que le maire de la localité ne puissent prendre part à la cérémonie parce qu'ils faisaient partie du parti progressiste conservateur?

[Français]

**L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur le président, je ne sais pas qu'aucune directive de ce genre ait été envoyée. Je sais qu'à plusieurs reprises au cours des dernières semaines, dans des circonstances similaires, des députés de l'opposition m'ont écrit pour me dire qu'ils avaient été très bien reçus par le personnel de mon ministère.

\* \* \*

[Traduction]

#### LES TRANSPORTS

##### DEMANDE D'ENQUÊTE SUR LES ACCIDENTS DE CHEMIN DE FER—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

**M. J. R. Ellis (Hastings):** Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Transports et de son secrétaire parlementaire, puis-je demander au premier ministre, à propos des accidents ferroviaires désastreux qui se sont produits ces derniers jours, s'il usera de ses pouvoirs très réels de persuasion auprès du ministre des Transports pour faire instituer immédiatement une enquête publique sur les accidents ferroviaires au Canada?

**M. l'Orateur:** Il s'agit là d'une instance. La parole est au député de Winnipeg-Sud-Centre.

\* \* \*

#### LA MONNAIE

##### LA POSSIBILITÉ D'INSTALLATION DE PRESSES À FRAPPER À WINNIPEG ET OTTAWA—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

**M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Approvisionnements et Services. Le ministre pourrait-il chercher à savoir s'il y aura des presses à frapper et à Winnipeg et à Ottawa, et si cela ne constituera pas en fait un équipement en double?

[Français]

**L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnements et Services):** Monsieur le président, la chose m'étonnerait, mais je vais sûrement m'informer.